

Démographie sociale : la vie des populations

(Fondation de la Ville de Paris)

M. Alfred SAUVY, professeur

Le cours 1968-1969, qui est le dernier de mon enseignement, a été aussi le dernier de la série inaugurée en 1960 (et interrompu, de temps à autre, par d'autres sujets) sur la vie des Français, vue sous l'angle démographique, économique et social.

La période étudiée va du début de la grande crise, en 1929, à la déclaration de guerre en 1939.

Les crises cycliques

Le système libéral, basé sur les grands nombres et l'équilibre mouvant et continu des intérêts particuliers, était cependant entaché d'accidents non périodiques mais fréquents, sous forme d'affaissements brusques, appelés crises. Non seulement les économistes voyaient volontiers, dans ces rechutes, un assainissement nécessaire après des excès spéculatifs, mais une idée morale de pénitence flottait quelque peu dans les esprits.

En 1929, les progrès de la connaissance économique et notamment les travaux de Harvard donnent à penser à certains que l'époque des crises est révolue. Et cependant éclate, au début de 1929, plusieurs mois avant le « vendredi noir » de Wall street, simple épisode, peut-être même dès 1928, une crise intense de grande portée politique, dont naîtront le nazisme et la guerre.

Les Français insoucians

Cependant en 1929-1930, les Français pensent que la crise n'est pas pour eux. La dévaluation du franc ou plutôt sa stabilisation en 1928 et la fin de la reconstruction ont définitivement liquidé la guerre 1914-1918 ; la prospérité est continue, les finances publiques établies et le plan Daves assure des versements réguliers de l'Allemagne.

Les attitudes et la politique traduisent une insouciance totale. Si Tardieu propose un plan d'outillage national, ce n'est pas par souci de combattre une crise économique que l'on ignore, mais parce que des calculs erronés et

une conception essentiellement juridique des finances publiques lui ont fait croire qu'il pouvait impunément entreprendre de grandes dépenses, électoralement payantes.

Conformément à une attitude déjà souvent affirmée, les français étudient leur situation intérieure, sans s'occuper de l'étranger. Comme la dévaluation a été calculée largement, ils sont moins touchés que d'autres, mais ils consomment trop vite cette marge qui aurait pu servir à amortir la secousse. Au dehors, la France est appelée « l'île heureuse ».

Le rebondissement de la crise

A l'été 1931, on pourrait penser que la crise approche de sa fin : les cours mondiaux des matières premières, baromètre le plus sensible, témoignent en particulier d'une meilleure tendance. Cependant la livre anglaise, revalorisée de façon imprudente par les conservateurs en 1926, ne peut pas tenir. Sa chute est fracassante. En raison de l'importance mondiale des marchés britanniques, la dévaluation du sterling équivaut à une valorisation des autres monnaies. Les cours en or des matières premières baissent en proportion et la crise rebondit une première fois.

La France est cette fois plus durement touchée. Le chômage s'étend, la production de l'industrie diminue, les finances se détériorent, mais les remèdes spécifiques apparaissent d'autant moins que des élections sont en vue. Au contraire, sont déjà proposées des solutions malthusiennes, tandis que des plantes sont proférées contre la machine et le développement excessif de l'industrie.

Les remèdes de surface

Dans ces circonstances, apparaît l'inaptitude de la grande majorité des hommes politiques, de formation essentiellement juridique. De ce mal économique, ils ne voient guère que les résultats financiers et s'efforcent de combler le déficit croissant par les moyens classiques, impôts et amputations budgétaires. Le mal étant non seulement économique, mais d'origine extérieure, ces solutions, parfois héroïques, n'ont d'autres résultats que d'accroître encore la dépression, de provoquer une série de crises ministérielles et d'indisposer de nombreuses catégories de Français : ceux qui sont dans les « secteurs dévastés » (agriculteurs, ouvriers, industriels, etc.) souffrent directement de la crise, ceux qui bénéficient de revenus fixes, fonctionnaires, combattants, etc., voient la valeur nominale de ceux-ci amputée de façon arbitraire et en conçoivent un vif ressentiment. La force de la valeur nominale, si explosive déjà en Angleterre en septembre 1931, prend une importance extrême.

L'opinion et les hommes politiques s'attachent aux seuls symptômes, refusant d'en voir la cause fondamentale, c'est-à-dire la différence entre les prix

français et les prix étrangers. Toute allusion à cet indice clef provoque les évasions et les échappatoires classiques. Seul Paul Reynaud montre le tragique dilemme qui se présente : rétablir l'équilibre, soit par une déflation intense, soit par la dévaluation. Se prononçant en faveur de la seconde solution, il n'est pas suivi.

Entre temps, la dévaluation du dollar, en avril 1933, a d'ailleurs, comme celle de la livre, en septembre 1931, précipité encore la crise, provoqué une deuxième rechute encore aggravée par les erreurs malthusiennes de Roosevelt, non connues en France, aujourd'hui encore.

C'est finalement la déflation qui est entreprise, opération d'une exceptionnelle austérité, qui ne peut donner de fruits avant deux ou trois années de souffrances, alors que la législature est proche de son terme. Elle provoque l'explosion du Front populaire : rassemblement populaire en juillet 1935, élections en mai 1936.

Par contre, Hitler, arrivé au pouvoir en juillet 1933, entreprend une politique économique, tout à fait nouvelle, de large expansion de crédit en circuit fermé, à l'abri d'une quasi fermeture des frontières. Tandis que la production industrielle allemande remonte rapidement et que le chômage diminue, l'économie française reste, malgré la reprise artificielle appréciable qui s'est produite sous Laval, fortement déprimée.

L'économie et la population française en 1935

En dépit de l'imperfection des statistiques et des indices, les chiffres sont trop concordants pour laisser place au doute, sur les grandes lignes du moins. Ils démentent largement la plupart des opinions émises sur la crise par les contemporains et qui ont persisté depuis. En dépit de la baisse importante de la production industrielle, la consommation des Français s'est maintenue dans son ensemble et a même augmenté sur divers points. Ce paradoxe apparent s'explique par l'augmentation de la production agricole, stimulée par la baisse des prix (chaque producteur cherchant à récupérer sur les quantités une partie de ce qu'il a perdu sur les prix) et parce que le sacrifice essentiel de l'industrie a porté sur les investissements. L'avenir est délibérément sacrifié au présent.

En outre, le mécanisme de l'emprunt public permet d'augmenter les revenus distribués plus que la production de richesses. L'illusion ainsi créée est profonde et le diagnostic de l'opinion à l'opposé de la réalité.

Du reste, l'évolution de la situation sanitaire n'est nullement celle d'une époque de misère. La baisse de la mortalité de 16,9 p. 1 000 (moyenne 1926-29) à 15,3 en 1934-36 est même plus rapide que la pente séculaire. Les situations individuelles de grande détresse ont été compensées par des améliorations, sans doute aussi par l'extension progressive des assurances

sociales. Du reste, des enquêtes sur l'alimentation de la catégorie sociale la plus défavorisée, en l'espèce les chômeurs, donnent une moyenne de 2 900 calories par jour, suffisante sous réserve d'une composition équilibrée du menu.

C'est surtout sur les naissances que se répercute la crise économique. La natalité étant largement un phénomène de psychologie collective, nous ne sommes pas surpris de voir, comme dans les autres pays, l'état dépressif engendrer une peur de la création, même dans les catégories sociales qui ne sont ni touchées, ni menacées. De 16,3 pour 1 000 habitants en 1928-1930, le taux de nuptialité baisse à 13,6 en 1935, sans que les classes creuses 1915-1919 aient encore fait sentir sensiblement leur action ; le taux de natalité recule lui aussi de 18,0 p. 1 000 à 15,3. Quant au taux de reproduction du moment, il tombe de 92 à 87, taux qui n'avait jamais été atteint, même pendant la grande stérilité du début du siècle.

Le malthusianisme économique s'affirme, une fois de plus, parallèlement au malthusianisme démographique. C'est une atrophie profonde de l'esprit de création. La recherche de la rareté artificielle des produits est préconisée, même par certains économistes de bonne réputation. En fait, elle n'est empêchée que par la difficulté pratique de constituer des ententes suffisamment respectées ou de faire voter une loi dans ce sens. La législation est nettement restrictive dans certaines branches : agriculture, magasins, meunerie, chaussure, potasse, pêches maritimes, sucrerie, etc. Seule l'inertie parlementaire empêche des résultats plus étendus.

Quant à l'immigration, elle a été freinée depuis 1931 pour combattre le chômage. Des ouvriers étrangers, en nombre assez faible semble-t-il, sont revenus dans leur pays.

Le gouvernement de Front populaire

Pour la première fois, l'alliance politique des partis de gauche se traduit par un programme économique bien dessiné. Celui-ci prend le contrepied de la politique conservatrice, en entendant distribuer plus largement des espèces monétaires, pour combattre le mal économique. Mais, tout comme les partis de droite, il ignore les problèmes extérieurs. Sa politique d'expansion de crédit suppose, soit une dévaluation monétaire, de préférence préalable, soit un étroit contrôle des changes. Refusant l'un et l'autre, il renferme dès le départ une contradiction interne profonde.

Celle-ci s'accroît encore par les hausses de salaire accordées en juin 1936 par les accords Matignon, sous la pression ouvrière.

A la fin de septembre 1936, la production industrielle n'a pas avancé ; le chômage est plus élevé qu'au mois de mai et la fuite devant le franc s'est précipitée. L'échec se manifeste sur tous les tableaux mais la dévaluation,

remède spécifique à cette époque, refusée par les conservateurs, et décidée à contre cœur, provoque, comme il était prévu, une très vive reprise économique que, malheureusement, le gouvernement, privé de bons instruments économiques, ou plus exactement ignorant ceux qui existent, ne ressent pas. Croyant sincèrement à un chômage étendu, il réduit brusquement la durée du travail qui, de 46 heures et demie en moyenne est ramenée à 40 heures, butoir absolu, pour tomber ensuite en fait au-dessous de ce chiffre.

Cet acte non réfléchi, assis sur des données inexacts, arrête la reprise rapide qui s'est produite à l'automne. Un à un, les indices des diverses branches industrielles culminent, puis reculent. En mai 1937, la production de houille est retombée à 3 473 000 tonnes, en baisse sur celle de mai 1936 (3 921 000).

Toujours par défaut d'instruments plus encore que par amour propre, le gouvernement conteste ce recul, dont les conséquences financières provoquent sa chute.

Tout aussi mal informée, l'opinion a été, dans l'ensemble, favorable au gouvernement, même dans des milieux conservateurs. La semaine de 40 heures a été votée à une très grosse majorité et son institution à contretemps de la conjoncture n'a pas provoqué de mouvement adverse. La politique suivie répondait donc profondément aux aspirations de la population, par son caractère optimiste et ses apparences franchement progressives.

Il ne semble pas qu'il y ait jamais eu, dans l'histoire économique de la France, un acte politique allant aussi nettement à l'encontre des objectifs poursuivis. Ce qui pouvait, grâce à la dévaluation, se traduire en victoire politique sans précédent a abouti à l'échec d'un plan aussi généreux que mal étudié.

Bilan économique du Front populaire

Au printemps 1938, le Front populaire a à peu près cessé d'exister. Le gouvernement Daladier a, du reste, pour souci essentiel la situation extérieure et la menace constituée par l'Allemagne nazie, dont les progrès considérables depuis 5 ans n'ont, par un aveuglement déconcertant, pas été perçus ou reconnus par les Français.

Après deux ans de Front populaire, le bilan est si décourageant que personne n'ose le présenter dans toute son étendue : le pouvoir d'achat de l'ensemble des salaires, traitements et retraites, objectif essentiel, est au même niveau qu'en mai 1936 ; les bénéfices de l'industrie et du commerce ont au contraire augmenté (+ 9,1 %). La perte compensatrice est subie par les revenus fonciers et les porteurs de revenus fixes (caisses d'épargne, rentes, etc.) ; la production industrielle a baissé de 5 %. La production d'acier a, malgré les progrès de l'armement, diminué de 20 %. Quant au

chômage complet, il a baissé moins que dans les deux pays témoins, Pays-Bas et Suisse, qui ont dévalué leur monnaie en même temps que le franc en septembre 1936 ; le chômage partiel a reparu, au-dessous de 40 heures cette fois et le coût de la vie a augmenté de 47 %.

La politique du Front populaire, progressiste et généreuse, misait opportunément sur les congés, un relèvement de la condition ouvrière et les progrès de la culture (amorce de la recherche scientifique, etc.). Mais elle ne pouvait atteindre ces objectifs, si souhaitables, sans une infrastructure très solide, sans une intense production de richesses. Toute une mythologie de l'abondance s'est malheureusement jointe aux illusions sur l'étendue du chômage et sur les capacités de production disponibles. Pas un moment, le facteur temps n'a été pris en considération.

Une semi-paralyse

Au printemps 1938, d'autres raisons encore conseillent d'accroître de façon importante la production. La France est, avec les Etats-Unis et pour les mêmes raisons, le seul pays dont la production est notablement inférieure à celle d'avant la crise, 10 ans plus tôt. En outre, le besoin d'armement est important : Hitler, qui vient d'annexer l'Autriche, commence sa pression sur la Tchécoslovaquie.

Comme il ne s'agit pas encore — et de loin — d'une économie de guerre (celle-ci sera refusée, même en 1939-1940, pendant la période appelée « drôle de guerre »), il faut produire de grandes quantités de richesses marchandes, pour que, par le jeu des prélèvements, volontaires ou non (emprunts et impôts) puisse être financée une production de guerre qui doit dépasser tous les précédents. Pour augmenter le soubassement économique, c'est donc dans tout le pays et non dans les seules usines d'armement qu'il faut travailler davantage. En augmentant, par exemple, de 15 % le soubassement (la production), on pourrait doubler les dépenses militaires et multiplier par 15 ou 20 la production d'armements spécialement utiles (avions notamment). Mais si simple que puisse apparaître aujourd'hui ce mécanisme multiplicateur, il n'est pas compris, non seulement par les syndicats, mais par l'ensemble de l'opinion, même conservatrice. En 1938, 500 avions sont produits en France et 6 600 en Allemagne.

Il s'agit donc d'ignorance économique, fort poussée il est vrai, bien plus que d'une opposition d'idéologies, mais cette ignorance est paralysante.

Conséquences profondes du malthusianisme démographique

Si l'ignorance économique dure jusqu'à la déclaration de guerre et même après, par contre le voile politique est brusquement déchiré par l'événement de Munich. En dépit des objections de Paul Reynaud, le Parlement et les

gouvernements ont poursuivi une politique d'alliances offensives et d'armée défensive. Cette déconcertante contradiction interne est, en fait, étroitement liée au refus de voir, qui, à la même époque, donne dans le domaine économique, des mécomptes aussi cruels.

Pacifistes à l'extrême, les Français s'aperçoivent tout d'un coup que, pour simplement tenir leurs engagements, ils doivent attaquer eux-mêmes l'ennemi le plus terrible qu'ils aient jamais eu devant eux.

Après avoir, pendant 20 ans, multiplié les déclarations pacifistes et les anathèmes contre les carnages, ils se voient acculés à déclarer eux-mêmes la guerre qu'ils réprouvent du plus intime d'eux-mêmes. Finalement, ils refuseront de la faire, non seulement en septembre 1938, mais en septembre 1939 une fois les hostilités déclarées.

Un tel sentiment collectif ne peut être bien compris dans ses profondeurs sans une vue d'ensemble et un large recul en arrière. Tout s'éclaire alors sous un jour bien différent de ce que révèlent les événements de surface.

Dès la fin du XVIII^e siècle, la France est, pour des raisons encore controversées, frappée d'une atrophie progressive de l'esprit de création. La baisse de natalité commence un siècle avant de prendre quelque importance dans les autres pays. Pendant un siècle et demi, les Français tourneront seuls le dos à la jeunesse et seront atteints intensément du mal de stérilité et de peur du progrès : stagnation économique, recherche de la rente 3 % ou des rentes étrangères 5 %, plutôt que des investissements industriels créateurs ; subventions à la marine à voile pendant que les autres pays misent sur la marine à vapeur, ou à la culture de la garance pendant que la Badische Anilin produit des matières colorantes synthétiques ; protection agricole délétère préférée à l'enseignement agronomique, etc. ; le tout imprégné de désirs de retour à la terre et d'attachement morbide au passé.

Sur cette population stérile, prudente à l'extrême, vieillissante, les hécatombes de la guerre 1914-1918 s'abattent avec une intensité particulière et exercent en outre des effets profonds que ne ressent aucun pays. La nation de fils uniques a vu, à Verdun et ailleurs, ceux-ci tomber dans une telle proportion qu'elle réagit par un refus total, malheureusement peu éclairé et aboutissant au résultat inverse. Deux mois après Munich, Daladier dit au Parlement que, sans cet acte, 500 000 paysans français joncheraient déjà le champ de bataille. Il traduit assez brutalement la conscience collective.

Une reprise technocratique

Cependant, la signature de Munich ne donne qu'un sursis ; il s'agit, pendant sa courte durée, qu'il serait imprudent d'estimer supérieure à un an, de renverser le courant et de substituer au malthusianisme, qui a pénétré toutes les institutions, un intense désir de produire et de créer.

Cependant le danger n'apparaît pas encore avec une intensité suffisante pour désarmer les résistances. Chacun cherche à défendre ses positions et l'opinion, toujours si sensible au surnaturel, semble attendre du nouveau ministre quelques miracles qui permettront de remettre la France d'aplomb, sans rigueurs déplaisantes. Les décrets-lois proposés par Paul Reynaud et acceptés à contre cœur par le gouvernement créent une immense déception et provoquent un sentiment de révolte, qui se traduit par une tentative de grève générale.

En même temps, et de tous les côtés de l'opinion, même politiquement amie, est émis un pronostic défavorable : à l'unanimité, il est estimé que les mesures prises ne peuvent avoir aucun effet salutaire sur l'expansion économique et qu'elles accentueront même la dépression. Jamais encore une telle concordance n'a été observée à propos d'une politique économique. La position est aussi nette que possible.

L'évolution des faits est à l'opposé : l'économie se met en mouvement et connaît une reprise exceptionnelle : augmentation en 8 mois de 20 % sur la production industrielle ; progrès de 21 % du bâtiment et de la construction, augmentation de l'emploi et diminution du chômage ; en particulier, ainsi qu'il avait été annoncé par les experts, l'allongement de la durée du travail au delà de 40 heures a pour effet, contrairement à l'idée reçue et aux pronostics de l'opinion entière, de diminuer le chômage partiel au-dessous des 40 heures. Fort ralentissement de la hausse des prix, accroissement de l'encaisse or de la Banque de France, relèvement du pouvoir d'achat des salaires, etc. Ainsi, cette période, si mal connue, voit un succès contraire à toutes les prévisions formulées, excepté un très petit groupe de spécialistes.

Si le monde du capital et celui du travail avaient été unis dans le désir violent et prioritaire d'armer le pays au maximum, un résultat plus brillant encore aurait été obtenu, mais nous avons souligné déjà l'intensité de la rupture, due non seulement au concept traditionnel de la lutte des classes, mais plus encore sans doute à la non connaissance des faits et des mécanismes.

Le Code de la famille

Cette période douloureuse et humiliante, marquée par les plus grandes erreurs encore jamais commises dans le pays, se termine donc par une reprise brillante, trop tardive malheureusement, pour infléchir le cours des événements qui vont se précipiter, mais instructive sur le double plan de la technique économique et de la psychologie politique. Cependant, les enseignements de ces neuf mois ne seront pas retenus, soit que la guerre les ait à peu près effacés, soit que l'expérience n'ait pas encore pris, dans la science économique, la place qu'elle occupe dans les autres sciences.

Un autre événement d'importance ouvre des espérances plus vives encore :

Jusqu'en 1939, des cris avaient été souvent proférés contre la baisse de la natalité, accompagnés de conseils et de vœux en faveur d'un retour à la jeunesse. Jamais ils n'avaient été entendus ou du moins suivis d'effets.

En novembre 1938, un décret-loi a été l'avant-garde du Code de la famille, qui sera adopté en juillet 1939. Cette fois encore, il s'agit d'un acte d'autorité qui peut, tout comme la reprise économique de 1938-1939, être taxé d'anti-démocratique, non dans ses résultats, mais dans sa décision.

Les mesures, dont l'ensemble constitue le Code de la famille, sont proprement révolutionnaires. On peut être surpris de les voir adoptées précisément au moment où les finances exigent un effort particulier sur l'armement, à l'opposé de la consommation et en un moment où l'urgence est extrême. En aucune façon, les enfants à naître en 1940 ou 1941 ne peuvent être utiles pour cette guerre implacable qui monte.

Ce paradoxe et cette contradiction s'expliquent par l'intensité même du danger qui menace le pays. Les deux hommes d'État, qui tiennent à ce moment en main ses destinées, sentent plus ou moins consciemment qu'il va à la catastrophe, résultat d'une longue période de stérilité. Au moment même où la France ancienne va s'effondrer, ils sèment des germes d'une France nouvelle ; dans l'extrême adversité, la jeunesse leur paraît le seul recours.

MISSIONS ET CONFÉRENCES FAITES EN FRANCE

(juin 1968-juin 1969)

— Conférence sur *la poussée des jeunes* (Chambre syndicale des industries chimiques de la Haute Normandie, Rouen, 10 octobre 1968).

— Conférence sur *la mythologie de notre temps* (Association professionnelle de formation et de perfectionnement, Milly-la-Forêt, 11 janvier 1969).

— Conférence sur *la population et les allocations familiales* (U.N.C.A.F., Paris, 23 avril 1969).

— Conférence sur *la jeunesse et la société de consommation* (Centre de Coopération culturelle et sociale, Paris, 5 mai 1969).

— Conférence sur *l'automobile et la société de consommation* (Groupe X cheminots, Paris, 8 mai 1969).

— Conférence sur *les risques actuels de guerre et les problèmes de population* (Association F. et I. Joliot-Curie, Paris, 12 juin 1969).

— Conférence sur *les jeunes et la société de consommation* (Centre culturel avignonnais, Avignon, 13 juin 1969).

— Cours réguliers à l'Institut de Démographie de l'Université de Paris et au Collège de France.

MISSIONS ET CONFÉRENCES FAITES A L'ÉTRANGER

(juin 1968-juin 1969)

— 3^e congrès de l'Association internationale des Sciences économiques (Montréal, Canada, 30 août-8 septembre 1968).

— Congrès des Economistes de langue française (Québec, 9-12 septembre 1968).

— Conférence sur *la crise de l'Europe vue par un économiste* (Associazione per il progresso economico, Milan, 23 septembre 1968).

— Conférence sur *les mutations sociopolitiques résultant des variations de la population* (Association internationale des Sociologues de langue française, Neuchâtel, 1-5 octobre 1968).

— Conférence sur *la société de demain* (Aula de l'Ecole secondaire, Quinzaine culturelle, Moutier, 7 octobre 1968).

— Conférence sur *la croissance de la population et sur les relations entre le progrès technique et l'emploi* (Instituto de Investigaciones Economicas y Sociales, Caracas, 17-23 octobre 1968).

— Conférence sur *la jeunesse et l'opinion* (Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles, 11 décembre 1968).

— Conférence sur *le rôle politique et social de l'humour* (Club du lundi, Genève, 3 mars 1969).

— Séminaire sur *la jeunesse et la législation*. Conférence sur *la jeunesse en tant que facteur politique* (Conseil européen des Comités nationaux de jeunesse, Sandefjord, 6-9 mars 1969).

— Conférence sur *le rôle politique et social de l'humour* (Front démocratique des Bruxellois francophones, Bruxelles, 13 mars 1969).

— Conférence sur *la mythologie de la société contemporaine* (Raadgevend efficiency Bureau, Amsterdam, 11 avril 1969).

— Quinzaine sur la révolte de la jeunesse. Conférence sur *la situation de la jeunesse dans la société contemporaine* (Association d'ingénieurs civils et techniciens de la région de Charleroi, 23 avril 1969).

— Conférence sur *les voies possibles du capitalisme* (Club 44, La Chaux-de-Fonds, 24 avril 1969).

— Conférence sur *quelques aspects de la civilisation de l'automobile* (Maison suisse des Transports, Lucerne, 9 mai 1969).

— Conférence sur *la croissance de population et le développement économique* (Université d'Alger, 3 juin 1969).

— Cours et conférences au Centre d'études et de recherches économiques de Tunis, à l'Institut universitaire d'Etudes européennes de Turin, à l'Institut de Développement économique de Rome, à l'Université de Genève et à l'Université libre de Bruxelles.

PUBLICATIONS

I. Livres

- *Socialisme en liberté* (sous presse).
- *La conjoncture et prévisions économiques* (réédition).
- *La révolte des jeunes* (sous presse).

II. Principaux articles

- *Les deux médecines* (*Après-demain*, juin 1968).
- *La longue marche vers le temps* (*Lorraine magazine*, juin 1968).
- *Richesse et emploi, I* (*Direction*, juin-juillet 1968).
- *Richesses perfides* (*Journal de Genève*, 19 août 1968).
- *Richesse et emploi, II* (*Direction*, septembre 1968).
- *La France en sursis* (*Journal de Genève*, 10 octobre 1968).
- *Défense de compter* (*Direction*, octobre 1968).
- *Le rendez-vous manqué* (*Le Monde*, novembre 1968).
- *Nuisances* (*Direction*, novembre 1968).
- *Un essai d'économie intégrale : la couverture de ses besoins par une population* (*Population*, novembre-décembre 1968).
- *La grande mystification* (*La Dépêche du Midi*, 31 décembre 1968).
- *L'homme des faits grâce à l'homme des idées* (Entretien avec Michel Rocard, *Direction*, décembre 1968).
- *Valeur ignorée, valeur gaspillée : le temps* (*Direction*, janvier 1969).

- *Certitudes de l'ignorance* (*Direction*, février 1969).
- *Eclatement du Tiers Monde* (*Direction*, mars 1969).
- *Les migrations de personnel médical* (*Tribuna Medica*, 1^{er} avril 1969).
- *Quelques vues sur la population de demain* (*Direction*, avril 1969).
- *Quelques tendances de la politique de santé à long terme* (*Tribuna Medica*, 30 mai 1969).
- *Rivières souterraines* (*Direction*, mai 1969).
- Notes bibliographiques de lecture dans *Le Monde* (mensuelles).
- Chroniques diverses sur la situation économique (*Dirigeant*, *Energie*, *Droit social*, etc.).